

De Gaulle : Le caractère et la grandeur

(*Le Monde* du 10 mai 2002)

Désormais, pour le général de Gaulle, le temps des apologies et des polémiques est achevé. Nous entrons dans celui de l'histoire. L'immense biographie qu'Eric Roussel consacre à l'homme du 18 Juin illustre ce changement. C'est une biographie à l'anglaise, parfaitement informée et sans prétention.

Toutes les archives sont désormais ouvertes en France et à l'étranger. Eric Roussel les a minutieusement dépouillées, faisant apparaître beaucoup de documents inédits. Le fonds privé que détient l'amiral Philippe de Gaulle n'est pas librement accessible, mais quand il le sera, il ne devrait pas livrer de révélations majeures, puisque l'Amiral en a lui-même publié l'essentiel. Certes plusieurs textes ont été omis, d'autres abrégés. Eric Roussel les a retrouvés ailleurs et les cite intégralement. Pour toutes ces raisons son ouvrage synthétise de façon décisive l'ensemble des documents historiques disponibles. Mais cette synthèse est neuve grâce à sa démarche discrète. Elle suit pas à pas son héros. Or la supériorité du récit chronologique vient de ce que le jugement du lecteur progresse, se complique puis s'épure au fur et à mesure que De Gaulle poursuit et accomplit son parcours. On évite ainsi le piège des interprétations abusives, des causalités rudimentaires et des illusions rétrospectives.

En politique, pour De Gaulle, tout commence dans les années 1930. Il professe une doctrine militaire favorable aux tanks et à l'offensive. Le maréchal Pétain, les généraux les plus illustres, Weygand, Gamelin et Maurin, s'opposent à lui. Comme "la pâte militaire est lourde à lever", il s'adresse aux parlementaires : Paul Reynaud, à droite, Philippe Serre, chez les Démocrates-Chrétiens, Marcel Déat à gauche. Il privilégie ceux qui veulent bien l'écouter, sans acception de parti. Il n'est ni obséquieux ni opportuniste comme on l'a dit : angoissé par la guerre qu'il sent venir, il veut simplement convaincre pour vaincre. Il est vrai "qu'il n'a pas d'amis dans l'armée", comme le dira Pétain à Spears en juin 1940. C'est grave pour l'armée plus que pour De Gaulle. Eric Roussel décrit très bien cette initiation politique. Les difficultés qu'y rencontre De Gaulle sont celles qu'il a connues dans le milieu militaire, et qu'explique une remarque de Jean Monnet en 1943 : " C'est un mélange d'intelligence des choses qui force le respect et d'emportements hors du bon sens qui inquiètent". En effet, deux traits vont créer des difficultés à De Gaulle : l'assurance et la rêverie qui, jointes à son exceptionnelle intelligence et à son patriotisme, assureront aussi ses succès.

Eric Roussel a découvert un texte rédigé en 1932 pour le Conseil supérieur de la Défense nationale. De Gaulle analyse la situation de la France et explique qu'elle n'a qu'un ennemi, l'Allemagne, qu'elle doit donc disposer d'une alliance de revers à l'Est (sans mentionner l'URSS) et rester "dépendante de l'Angleterre". Puis, il mesure la faiblesse de nos moyens industriels. Rien ne serait plus classique s'il ne définissait ensuite nos "buts de guerre" en cas de conflit. La liste est stupéfiante. Passe encore pour la rive gauche du Rhin et la Sarre, mais De Gaulle veut aussi le Nigeria, considéré comme une "enclave", le pétrole de

Mossoul en Irak, la neutralisation de Malte, de Gibraltar, de Suez et de Malacca, la prise du Maroc espagnol, Fiume aux Italiens, la Bessarabie aux Roumains, "une fédération des Etats latins de l'Amérique, où la France entrerait pour ses Antilles, destinée à faire contrepoids aux Etats-Unis", la déchéance des régimes bolchevique et fasciste, et enfin "la langue française reconnue comme langue diplomatique unique." Il est clair que la réalisation de ces buts impliquerait un conflit entre la France et le reste du monde. On comprend la stupéfaction des premiers lecteurs de cette note et la discrétion, pendant soixante dix ans, des archivistes. Il serait trop simple pourtant de conclure à la démesure. De Gaulle était conscient de la puissance du rêve et il en jouait pour entraîner ou effrayer les autres. N'a-t-il pas dit à Pierre Mendes-France, en riant sous cape, mais l'autre le rapporte effrayé au Président Kennedy : " J'ai deux frères, l'un est fou, on l'a enfermé ; l'autre est normal. Je suis entre les deux."

Il est d'ailleurs capable de la plus parfaite lucidité. La défaite de 1940 est au point de rencontre de trois causes : 1) une politique étrangère qui, en garantissant la Pologne, a permis à la Russie de renvoyer la guerre à l'Ouest grâce au pacte germano-soviétique ; 2) une armée insuffisante pour l'offensive qu'exige notre politique étrangère et pour notre défense face aux Allemands ; 3) une République impuissante à susciter les élites militaires et politique indispensables à notre sécurité. Bien peu ont formulé à l'époque aussi clairement ce diagnostic. La certitude d'avoir raison contre la majorité de ses contemporains le conduisit à la geste commencée en 1940 : l'honneur sauvé, la guerre civile réduite, une place de vainqueur en 1945. C'est évidemment la partie la plus riche du livre d'Eric Roussel. Il ne colorie pas à grands traits mais montre les hésitations avant le 18 Juin, les erreurs comme au Levant, les incertitudes d'Alger, jusqu'au succès final à la libération de Paris. Le choix initial était juste, le chemin a été suivi droitement, mais à travers des disputes, des manœuvres, des conflits entre Français ainsi qu'avec les Anglais et les Américains, que Roussel fait revivre et qui donnent au livre une puissance romanesque prodigieuse.

Tous ces détails sont d'une grande importance quand on vient à la politique intérieure où les déconvenues sont aussi nombreuses (1946,1951,1968,1969) que les succès (1958 et 1962). Pour comprendre les échecs, le caractère du personnage prend une importance considérable. Le refus orgueilleux d'accords avec les modérés et les centristes conduisit à la défaite électorale de 1951, comme le faible résultat du premier tour de 1967, dû aux mêmes causes, favorisa l'explosion de Mai 1968, qui entraîna ce que les historiens appelleront peut-être "la fuite à Baden." Celle-ci, par le retournement prodigieux d'une défaillance en une ruse tactique, permit la victoire électorale de 1968, immédiatement compromise par la défaite référendaire de 1969 dont on doit se demander si elle n'a pas été délibérément recherchée.

Kissinger a écrit que Jean Monnet et De Gaulle étaient en fait d'accord : "Tous deux pensaient que l'Europe devait avoir une identité forte. De Gaulle l'exigeait en s'opposant aux Etats-Unis, alors que Monnet la voulait en collaborant avec eux." Pour l'instant, l'histoire a donné raison à Jean Monnet puisque les gaullistes pratiquent désormais sa politique. Elle donnera peut-être un jour raison à De Gaulle. Mais si on doit tirer une leçon, on dira qu'en définitive la grandeur ne vient jamais des moyens qu'on utilise mais des fins qu'on sert. Aussi celle de De Gaulle est-elle incontestable en 1940 et en 1958. Pour ce qui suit il faut peser les résultats pour mesurer ce qui tient à la hauteur de l'homme et aux limites de son caractère.

Jean-Claude Casanova

